

## Italie

Après avoir marqué le pas à la fin de 2005, l'économie devrait maintenant retrouver le chemin de la reprise. La croissance annuelle moyenne au cours des deux prochaines années devrait se situer entre 1¼ et 1½ pour cent, grâce à une demande mondiale dynamique et à l'incidence différée de conditions monétaires souples. L'écart de production négatif contribuera à la modération du taux d'inflation. L'emploi ne progressant que de ½ environ par an, on devrait observer un certain redressement de la productivité, qui accentuera à son tour la désinflation et facilitera la croissance des exportations.

Sans réformes structurelles hardies du nouveau gouvernement pour accroître le faible potentiel de production de l'économie et inverser son énorme désavantage sur le plan des coûts – notamment grâce à une concurrence renforcée dans les services et à une plus grande flexibilité des salaires – une croissance inférieure à la moyenne devrait persister. Des réformes visant à réduire les dépenses publiques sur une base permanente à tous les niveaux de l'administration accroîtraient la crédibilité de la politique budgétaire.

### Reviement conjoncturel au début de 2006

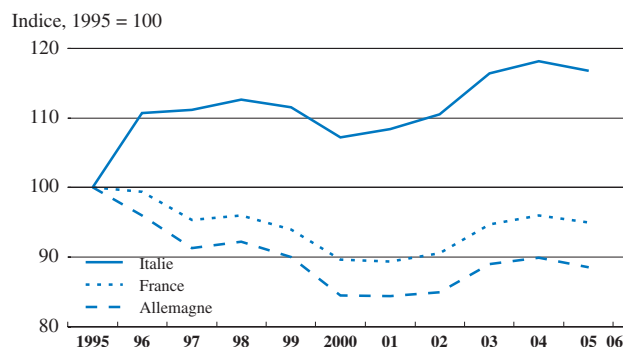
La reprise, qui avait débuté au deuxième et au troisième trimestres de 2005, a été stoppée au quatrième trimestre par un nouveau fléchissement de l'activité manufacturière, en particulier dans le secteur exposé. La croissance pour l'année a été pour l'essentiel égale à zéro. Mais de nets signes de redressement sont apparus au cours des deux premiers trimestres de 2006. La production industrielle a augmenté, les carnets de commandes et la confiance des entreprises se sont renforcés et les stocks sont jugés bien inférieurs aux niveaux souhaités. Les modèles statistiques prévoient que la production s'accroîtra en rythme annuel d'environ 2 % au premier semestre 2006.

### L'emploi se ralentit

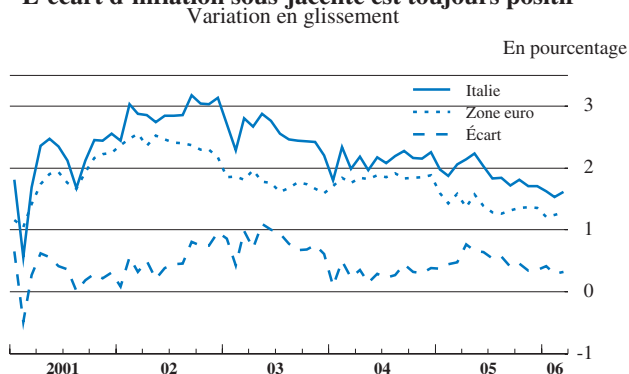
L'emploi, mesuré en unités de travail équivalent plein temps, a baissé en 2005 et la croissance de la productivité est restée positive pour la deuxième année consécutive (sur la base des dernières révisions des données des comptes nationaux). Le nombre global d'emplois recensés, en revanche, a continué d'augmenter et le taux de chômage a de nouveau reflué pour revenir à 7.7 % en fin d'année, soit un niveau bien moindre à la fois à la moyenne de la zone euro et au taux structurel estimé pour l'Italie. L'écart important entre le nombre total d'heures travaillées et les données sur l'emploi de la population active reflète une augmentation persistante du travail à

## Italie

### Le taux de change réel a décollé<sup>1</sup>



### L'écart d'inflation sous-jacente est toujours positif<sup>2</sup>



1. Déflaté de l'indice de prix à la consommation.

2. Indice total harmonisé, à l'exclusion des prix de l'énergie et des biens alimentaires.

Source : Office statistique des Communautés européennes (Eurostat).

## Italie : Emploi, revenu et inflation

Pourcentages de variation

	2003	2004	2005	2006	2007
Emploi	1.0	1.5	0.7	0.6	0.4
Taux de chômage <sup>1</sup>	8.6	8.1	7.8	7.7	7.6
Rémunération des salariés	3.9	3.4	4.3	2.2	3.1
Coûts unitaires de main-d'œuvre	3.8	2.5	4.2	0.8	1.7
Revenu disponible des ménages	3.9	3.9	1.9	2.8	3.6
Déflateur du PIB	3.1	2.9	2.1	1.4	2.2
Indice des prix à la consommation harmonisé	2.8	2.3	2.2	2.4	2.1
IPCH sous-jacent <sup>2</sup>	2.6	2.1	1.9	1.9	2.1
Déflateur de la consommation privée	2.8	2.6	2.3	2.4	2.2

1. En pourcentage de la population active.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

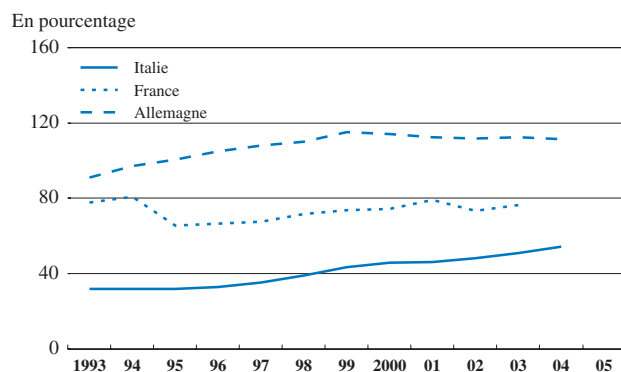
StatLink : <http://dx.doi.org/10.1787/364851754020>

temps partiel et du travail intermittent. Cette évolution a été facilitée par les réformes des contrats de travail de ces dernières années ainsi que par les régularisations continues d'immigrants, mais cet écart devrait disparaître à mesure que ces facteurs spéciaux disparaissent. La productivité devrait continuer de se redresser avec la diminution de l'emploi de travailleurs peu qualifiés acceptant les plus bas salaires.

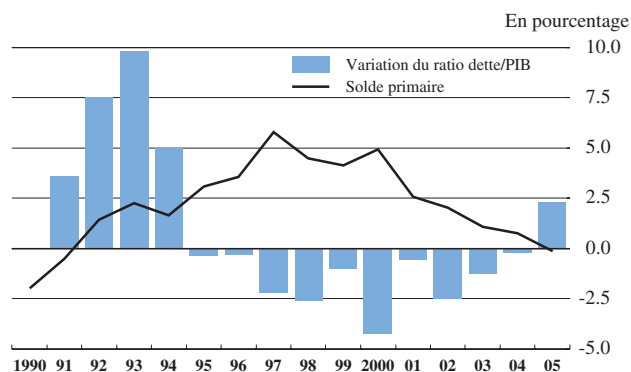
La hausse de l'indice des prix à la consommation s'est de nouveau ralentie en 2005, malgré le choc des prix pétroliers et, pour la première fois, elle est même revenue au-dessous de la moyenne de la zone euro. Cette évolution est attribuable à plusieurs facteurs : *i*) l'ampleur de la répercussion du choc pétrolier dans le prix final de l'énergie a été plus limitée que chez nombre de partenaires de la zone euro et que durant les épisodes passés en Italie ; *ii*) les prix alimentaires diminuent depuis la fin de 2004 ; *iii*) l'inflation tendancielle a reculé conjointement avec des facteurs tels

## L'inflation se modère

## Italie

La dette des ménages a augmenté<sup>1</sup>  
Pourcentage du revenu disponible

## La réduction de la dette publique s'est arrêtée



1. En fin de période.

Source : OCDE, Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE n° 79.

StatLink : <http://dx.doi.org/10.1787/422742422718>

## Italie : Indicateurs financiers

	2003	2004	2005	2006	2007
Taux d'épargne des ménages <sup>1</sup>	9.9	10.1	9.5	8.9	9.1
Solde financier des administrations publiques <sup>2,3,4</sup>	-3.5	-3.5	-4.3	-4.2	-4.6
Balance des opérations courantes <sup>2</sup>	-1.3	-0.9	-1.6	-2.1	-2.2
Taux d'intérêt à court terme <sup>5</sup>	2.3	2.1	2.2	2.7	3.4
Taux d'intérêt à long terme <sup>6</sup>	4.3	4.3	3.6	4.2	4.6

1. En pourcentage du revenu disponible.

2. En pourcentage du PIB.

3. Exclut l'impact sur les paiements d'intérêts des échanges croisés et des transactions fondées sur des taux à terme. Ces opérations par contre sont incluses dans le solde financier transmis à la Commission européenne dans le cadre de la Procédure du déficit excessif.

4. Le déficit de ANAS, organisme gérant le réseau routier national, (environ 0.2 pour cent du PIB), est compris dans les prévisions, en attendant une décision de Eurostat.

5. Taux interbancaire à 3 mois.

6. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : <http://dx.doi.org/10.1787/364851754020>

que la baisse des prix des télécommunications et la forte croissance des importations chinoises à bon marché. Cependant, il est encore trop tôt pour conclure que le taux d'inflation en Italie a convergé avec celui de la zone euro. Les pressions des prix ont été contenues, en partie par des mesures administratives. L'inflation tendancielle reste supérieure à la moyenne de la zone euro, car la progression tendancielle des coûts unitaires de main-d'œuvre et des prix des services reste relativement marquée. En outre, les producteurs italiens ont davantage augmenté les prix sur les marchés étrangers, où la demande est plus dynamique, que sur les marchés nationaux. Mais

## Italie : Demande et production

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	prix courants milliards d'€	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée <sup>1</sup>	760.7	1.0	0.5	0.1	1.1	1.1
Consommation publique	248.8	2.0	0.5	1.2	-0.3	0.6
Formation brute de capital fixe	270.9	-1.5	1.9	-0.4	2.9	3.1
Équipement et outillage	151.5	-3.9	2.9	-1.4	3.2	4.2
Construction	119.4	1.5	0.6	0.8	2.6	1.9
Construction de logements	49.4	2.3	2.5	6.5	2.7	1.2
Autres	70.0	0.9	-0.7	-3.4	2.5	2.4
Demande intérieure finale	1 280.4	0.6	0.8	0.2	1.2	1.4
Variation des stocks <sup>2</sup>	2.4	0.3	-0.1	0.2	0.3	0.0
Demande intérieure totale	1 282.8	0.9	0.7	0.4	1.5	1.4
Exportations de biens et services	333.3	-2.2	2.5	0.7	4.9	5.3
Importations de biens et services	320.9	1.0	1.9	1.8	5.2	5.5
Exportations nettes <sup>2</sup>	12.4	-0.8	0.2	-0.3	-0.1	-0.1
PIB aux prix du marché	1 295.3	0.1	0.9	0.1	1.4	1.3

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE*: Sources et méthodes, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Consommation finale des ménages sur le marché intérieur.

2. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif dans la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : <http://dx.doi.org/10.1787/364851754020>

## Italie : Indicateurs extérieurs

	2003	2004	2005	2006	2007
	Milliards de \$				
Exportations de biens et services	371.9	436.2	464.2	505	550
Importations de biens et services	363.3	424.1	465.0	514	564
Balance commerciale	8.5	12.1	- 0.8	- 9	- 14
Solde des invisibles	- 28.2	- 27.9	- 26.8	- 29	- 29
Balance des opérations courantes	- 19.6	- 15.8	- 27.6	- 38	- 43
	Pourcentages de variation				
Exportations de biens et services en volume	- 2.2	2.5	0.7	4.9	5.3
Importations de biens et services en volume	1.0	1.9	1.8	5.2	5.5
Résultats à l'exportation <sup>1</sup>	- 7.1	- 6.8	- 6.3	- 4.3	- 3.4
Termes de l'échange	1.7	0.0	- 1.9	- 1.3	- 0.6

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : <http://dx.doi.org/10.1787/364851754020>

compte tenu d'une spécialisation dans les biens traditionnels sensibles aux variations de prix, les parts de marché à l'exportation de l'Italie ont accusé en conséquence une baisse de quelque 40 % en volume sur la dernière décennie, alors que l'on a enregistré des pertes très modérées en France et des gains substantiels en Allemagne.

Les conditions monétaires seront probablement moins stimulantes au cours des deux prochaines années, car le resserrement graduel opéré par la Banque centrale européenne devrait se poursuivre, le taux d'intérêt réel à long terme augmentant également, de 1½ pour cent à la fin de 2005 à 2½ pour cent d'ici à la fin de 2007. Les ménages pourraient être plus sensibles à ces évolutions que par le passé. Durant la longue période d'assouplissement monétaire, leur endettement brut a augmenté considérablement sous l'effet de la hausse des prix des logements et d'une forte poussée des investissements résidentiels. Les conditions de financement de l'investissement des entreprises finiront par être durcies, même si, pour le moment, le crédit est abondant.

*L'action de stimulation monétaire est lentement éliminée...*

L'orientation budgétaire devrait être durcie quelque peu en 2006, après une nette tendance à l'assouplissement depuis 1998. Conformément aux engagements pris auprès de l'Union européenne de ramener le déficit au-dessous de 3 % du PIB l'an prochain, le budget de 2006 table sur un déficit de 3.8 % (dans l'optique de Maastricht), contre un déficit effectif de 4.1 % en 2005. Les mesures de resserrement prévues dans le budget, pour l'essentiel des coupes dans les dépenses, représentent un total ambitieux de 2 % du PIB, et elles ne seront que partiellement compensées par des mesures expansionnistes représentant ½ pour cent du PIB, alors même que 2006 était une année électorale. Le recours à des mesures exceptionnelles continue de reculer. Les prévisions de l'OCDE partent du principe que seulement les trois quarts environ des mesures d'économie annoncées seront mises en œuvre, compte tenu de dérapages réguliers par le passé et des retards qui se manifestent déjà pour certaines procédures nécessaires. Dans ces conditions, en 2006 le ratio du déficit des administrations publiques au PIB se stabilisera simplement autour du niveau de l'an dernier. En 2007, un redressement des dépenses primaires sera largement compensé par une amélioration du recouvrement de l'impôt, les mesures structurelles établies par le budget courant produisant leurs effets, même si le service de la

*... alors que la suppression des stimulants budgétaires sera plus abrupte*

dette publique devrait s'accroître de 0.3 % du PIB. Sans autres mesures, on peut s'attendre à ce que le déficit et la dette continuent d'augmenter.

*Croissance prévue autour  
du potentiel*

La croissance devrait redescendre au taux potentiel estimé au deuxième semestre 2006 et tout au long de 2007, de sorte que la croissance moyenne annuelle sera nettement plus élevée que la moyenne des quatre dernières années, mais bien inférieure à la moyenne de la zone euro. La contribution de la demande extérieure devrait s'améliorer grâce à une robuste croissance des marchés d'exportation, conjuguée à un ralentissement des pertes de parts de marché, reflétant une dégradation moins rapide de la compétitivité des prix. La consommation privée est soutenue par un rebond des revenus réels dû à la désinflation, encore que le taux d'épargne augmente quelque peu en même temps que le taux d'intérêt réel. L'investissement privé est stimulé comme d'habitude par l'accélération des exportations, même si le resserrement monétaire et l'essoufflement du marché de l'immobilier tempéreront cette dynamique. L'inflation continue de baisser à la faveur de la dissipation des effets des prix du pétrole, d'un écart de production négatif encore important et d'un redressement de la productivité.

*Des risques importants*

Le nouveau gouvernement a annoncé qu'il avait l'intention de s'attaquer aux réformes urgentes nécessaires, mais les risques politiques semblent particulièrement importants. Il pourrait être difficile d'entreprendre des réformes compte tenu de l'étroitesse des marges parlementaires et du caractère fragmenté de la coalition au pouvoir. Dans ce cas, il pourrait y avoir des répercussions négatives sur la confiance des marchés, les finances publiques et la croissance. L'inflation pourrait encore remonter plus que prévu, même si la croissance se stabilise, compte tenu des tensions persistantes sur les marchés du travail et des effets latents de la hausse des prix du pétrole.

## Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des *Perspectives économiques de l'OCDE*

### N° 78, décembre 2005

Le rôle des fondamentaux dans l'évolution récente des prix des logements

### N° 77, juin 2005

Mesurer et évaluer l'inflation sous-jacente

### N° 76, décembre 2004

Évolution des prix du pétrole : moteurs, conséquences économiques et ajustement des politiques  
Comportement d'épargne et efficacité de la politique budgétaire

### N° 75, juin 2004

Marchés du logement, patrimoine et cycle économique  
Les enjeux de la réduction du déficit de la balance courante des États-Unis  
Cycle des prix actifs, facteurs exceptionnels et soldes budgétaires  
Renforcer la convergence des revenus en Europe centrale après les adhésions à l'Union européenne

### N° 74, décembre 2003

Cyclicité de la politique budgétaire : le rôle de la dette, des institutions et des contraintes budgétaires  
Relations financières entre l'État et les collectivités territoriales  
Dépenses publiques : améliorer le rapport coûts-résultats

### N° 73, juin 2003

Après la bulle des télécommunications  
Politiques structurelles et croissance  
Tendances de l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE  
Restrictions à l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE  
Incidences des politiques sur l'investissement direct étranger

### N° 72, décembre 2002

Soutenabilité budgétaire : le rôle des règles  
La contribution d'une retraite plus tardive à la croissance de l'emploi  
Concurrence sur les marchés de produits et performance économique  
La persistance de l'inflation dans la zone euro

### N° 71, juin 2002

Conséquences économiques du terrorisme  
Les changements en cours du cycle économique  
Échanges intra-branche et intra-groupe et internationalisation de la production  
Productivité et innovation : incidence des politiques sur les marchés du travail et des produits  
Instabilité des marchés de change et taxes sur les opérations financières

# DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Des informations sur les publications et les études récentes du Département des affaires économiques sont disponibles sur le site Web de l'OCDE à partir de [www.oecd.org/eco-fr](http://www.oecd.org/eco-fr). Ce site propose la série complète des *Documents de travail du Département des affaires économiques* ([www.oecd.org/eco/DocumentsDeTravail](http://www.oecd.org/eco/DocumentsDeTravail)), disponibles gratuitement, ainsi que les résumés des éditions récentes de la série des *Études économiques de l'OCDE* ([www.oecd.org/eco/EtudesEconomiques](http://www.oecd.org/eco/EtudesEconomiques)) et des *Perspectives économiques de l'OCDE* ([www.oecd.org/PerspectivesEconomiques](http://www.oecd.org/PerspectivesEconomiques)).

## PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Le Flashfile des *Perspectives économiques de l'OCDE*, contenant un résumé des prévisions des *Perspectives économiques*, est disponible sur le Web dès le jour de la parution de la version préliminaire, un mois à six semaines avant la publication finale ([www.oecd.org/eco/statistiques](http://www.oecd.org/eco/statistiques)). Les données pour les variables macroéconomiques clés sont présentées pour tous les pays et régions de l'OCDE sous forme de fichier Excel<sup>TM</sup>, qui peut être exploité directement avec la plupart des logiciels statistiques et analytiques. Le Flashfile des *Perspectives économiques* est disponible gratuitement, en anglais.

Les abonnés aux *Perspectives économiques de l'OCDE*, en plus des deux versions imprimées, ont accès à une version préliminaire en ligne (format PDF), publiée sur Internet six à huit semaines avant la sortie de la version imprimée :

<http://new.SourceOCDE.org/periodique/perspectiveseconomiquesocde>

Les données historiques et les prévisions des *Perspectives économiques* sont également disponibles sous la forme d'une **base de données statistiques** disponible en ligne ou sur CD-ROM. Cette base de données contient quelque 4 000 séries macroéconomiques temporelles pour les pays de l'OCDE et les régions hors OCDE. Ces séries commencent en 1960 et finissent à l'horizon des prévisions publiées.

Les abonnements à cette base de données peuvent être combinés avec des abonnements aux *Perspectives économiques* format imprimé et PDF, et peuvent être souscrits à tout moment de l'année.

Pour plus d'informations, visitez notre librairie en ligne [www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop) ou contactez votre fournisseur des publications de l'OCDE le plus proche : [www.oecd.org/editions/distributeurs](http://www.oecd.org/editions/distributeurs).

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Éditorial : Une croissance toujours vigoureuse dans l'ensemble, mais vulnérable</b> .....	vii
<b>I. Évaluation générale de la situation macroéconomique</b> .....	1
Aperçu général.....	1
L'expansion s'intensifie.....	2
Mais les tensions continuent de s'accumuler.....	7
Des perspectives encore assez favorables.....	21
Les enjeux de la politique macroéconomique.....	27
Appendice I.1 : Estimations révisées de l'OCDE pour l'offre : l'approche par les services du capital.....	39
Appendice I.2 : Le scénario de référence à moyen terme .....	48
<b>II. Évolutions dans les pays membres de l'OCDE et dans certaines économies non membres</b> .....	53
États-Unis.....	53
Japon .....	58
Zone euro .....	63
Allemagne.....	68
France.....	73
Italie.....	78
Royaume-Uni .....	83
Canada.....	88
Australie.....	93
Autriche.....	96
Belgique.....	99
Corée.....	101
Danemark .....	104
Espagne.....	107
Finlande.....	110
Grèce.....	113
Hongrie.....	116
Irlande.....	119
Islande.....	122
Luxembourg.....	125
Mexique.....	128
Norvège.....	131
Nouvelle-Zélande.....	134
Pays-Bas .....	137
Pologne.....	140
Portugal .....	143
République slovaque.....	146
République tchèque.....	149
Suède.....	152
Suisse.....	155
Turquie .....	158
Brésil .....	161
Chine .....	165
Inde.....	169
Fédération de Russie.....	173
<b>III. Les pressions budgétaires à prévoir pour les dépenses relatives aux soins de santé et aux soins de longue durée</b> .....	177
Appendice : Politiques de maîtrise des coûts dans les pays de l'OCDE : vue d'ensemble.....	188
<b>Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des <i>Perspectives économiques de l'OCDE</i></b> .....	191
<b>Annexe statistique</b> .....	193
Classification des pays.....	194
Mode de pondération pour les données agrégées .....	194
Taux de conversion irrévocable de l'euro.....	194
Systèmes de comptabilité nationale et années de référence .....	195
Tableaux annexes.....	197
<b>Encadrés</b>	
I.1. L'investissement des entreprises a-t-il été insuffisant au cours de ce cycle ?.....	4
I.2. Pourquoi les taux obligataires sont-ils si faibles ?.....	16
I.3. La hausse des prix des logements touche-t-elle à son terme ? .....	19
I.4. Hypothèses de politique économique et autres sous-tendant les prévisions .....	24
I.5. Comment l'inflation est-elle influencée par la mondialisation ?.....	29
I.6. Comment la politique budgétaire a-t-elle contribué à stabiliser les fluctuations conjoncturelles ? .....	35
I.7. Hypothèses du scénario de référence à moyen terme.....	52
III.1. Hypothèses exogènes sur lesquelles reposent les prévisions.....	180



## Tableaux

I.1. La croissance devrait continuer .....	1
I.2. Les salaires réels sont en retard sur la productivité .....	3
I.3. Le marché du travail s'améliore .....	6
I.4. Forte croissance pour le premier semestre de 2006.....	22
I.5. La croissance du commerce mondial reste soutenue et les déséquilibres extérieurs se creusent .....	23
I.6. La reprise s'élargit .....	25
I.7. La consolidation budgétaire demeure insuffisante .....	34
I.8. Décomposition de la croissance tendancielle avec la méthode révisée .....	47
I.9. Résumé du scénario de référence à moyen terme.....	49
I.10. Évolutions budgétaires dans le scénario de référence à moyen terme .....	50
I.11. Croissance du PIB potentiel et de ses composantes .....	51
III.1. Résumé des prévisions relatives aux dépenses publiques au titre des soins de santé et soins de longue durée.....	178
III.2. Décomposition des prévisions relatives au PIB par habitant.....	181

## Graphiques

I.1. L'expansion est devenue plus équilibrée.....	3
I.2. Les marchés de l'énergie sont tendus .....	8
I.3. Les importations des producteurs de pétrole sont en retard sur leurs exportations .....	10
I.4. Les déséquilibres des comptes courants s'aggravent et les réserves officielles explosent.....	12
I.5. Les conditions financières restent souples.....	15
I.6. La confiance des entreprises s'améliore.....	21
I.7. La plupart des taux directeurs remontent .....	27
I.8. Le lien entre demande locale et inflation se distend.....	28
I.9. Les déterminants de l'inflation sous-jacente .....	31
I.10. L'inflation globale et sous-jacente convergent.....	32
I.11. Les objectifs budgétaires évoluent continuellement.....	37
I.12. Croissance potentielle et écart de production pour l'ensemble de l'économie .....	41
III.1. Accroissement total des dépenses au titre des soins de santé et de longue durée par pays, 2005-2050.....	179
III.2. Effets des variables démographiques sur les dépenses au titre des soins de santé.....	182
III.3. Effets des variables démographiques sur les dépenses au titre des soins de longue durée .....	182

**Ce livre contient des...****StatLinks**

**Accédez aux fichiers Excel™  
à partir des livres imprimés !**

En bas à droite des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des Statlinks. Pour télécharger le fichier Excel™ correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>.

Si vous lisez la version PDF de l'ouvrage, et que votre ordinateur est connecté à Internet, il vous suffit de cliquer sur le lien.

Les Statlinks sont de plus en plus répandus dans les publications de l'OCDE.

**Légendes**

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mb/j	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
-	Sans objet		

## Résumé des prévisions

	2005	2006	2007	2006		2007				Quatrième trimestre			
				T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2005	2006	2007
Pourcentage													
<b>Croissance du PIB en volume</b>													
États-Unis	3.5	3.6	3.1	4.0	3.4	3.2	3.0	3.0	3.0	2.9	3.2	3.9	3.0
Japon	2.7	2.8	2.2	2.7	2.4	2.5	2.1	2.1	2.2	2.0	4.3	2.2	2.1
Zone euro	1.4	2.2	2.1	2.2	2.3	2.2	1.7	2.3	2.4	2.4	1.8	2.3	2.2
OCDE total	2.8	3.1	2.9	3.3	3.0	2.9	2.7	2.9	3.0	2.9	3.0	3.1	2.9
<b>Inflation</b>													
États-Unis	2.8	3.0	2.3	3.0	2.0	2.2	2.2	2.3	2.3	2.2	3.1	2.6	2.3
Japon	-1.3	-0.6	0.5	0.4	0.4	0.4	0.6	0.6	0.7	0.7	-1.7	0.1	0.6
Zone euro	1.7	1.6	2.0	1.4	1.6	1.5	2.5	2.1	2.1	2.0	1.9	1.3	2.2
OCDE total	2.0	2.2	2.0	2.1	1.8	1.9	1.9	2.0	2.0	2.1	2.0	1.9	2.0
<b>Taux de chômage</b>													
États-Unis	5.1	4.7	4.7	4.7	4.6	4.7	4.7	4.7	4.7	4.8	5.0	4.7	4.8
Japon	4.4	4.0	3.5	4.1	3.9	3.8	3.6	3.5	3.4	3.3	4.5	3.8	3.3
Zone euro	8.6	8.2	7.9	8.2	8.1	8.2	8.1	8.0	7.9	7.8	8.4	8.2	7.8
OCDE total	6.5	6.2	6.0	6.2	6.1	6.1	6.1	6.0	6.0	5.9	6.4	6.1	5.9
<b>Croissance du commerce mondial</b>	7.5	9.3	9.1	7.8	8.5	8.9	9.3	9.4	9.5	9.5	8.3	8.9	9.4
<b>Balance courante</b>													
États-Unis	-6.4	-7.2	-7.6										
Japon	3.6	4.3	5.5										
Zone euro	-0.2	-0.4	-0.3										
OCDE total	-1.9	-2.1	-2.1										
<b>Solde corrigé des variations cycliques</b>													
États-Unis	-3.7	-3.7	-3.9										
Japon	-4.9	-5.3	-5.2										
Zone euro	-1.6	-1.6	-1.5										
OCDE total	-2.7	-2.8	-2.8										
<b>Taux d'intérêt à court terme</b>													
États-Unis	3.5	5.1	5.1	5.0	5.2	5.3	5.3	5.1	5.1	5.0	4.3	5.3	5.0
Japon	0.0	0.1	0.7	0.1	0.1	0.1	0.3	0.6	0.9	1.1	0.0	0.1	1.1
Zone euro	2.2	2.7	3.4	2.6	2.7	2.9	3.2	3.4	3.5	3.7	2.3	2.9	3.7

*Note:* La croissance du PIB, l'inflation (croissance de l'indice implicite des prix du PIB) et la croissance du commerce mondial (moyenne arithmétique des importations et des exportations mondiales en volume) sont corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables et exprimées en taux annualisés. Les trois dernières colonnes (quatrième trimestre) sont en taux de croissance annuels s'il y a lieu et en niveaux par ailleurs. Les taux d'intérêt sont: États-Unis : eurodollar à 3 mois ; Japon : certificat de dépôt à 3 mois ; zone euro : taux interbancaire à 3 mois.

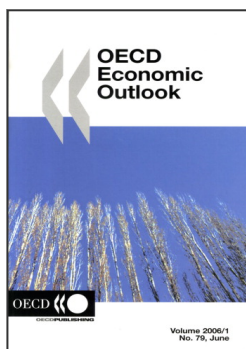
Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les prévisions sont les suivantes :

- les politiques budgétaires en vigueur ou annoncées restent inchangées ;

- les taux de change restent inchangés par rapport à leur niveau du 4 mai 2006 ; en particulier 1 dollar = 113.50 yen et 0.79 euros.

Les prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 17 mai 2006.

*Source :* Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 79.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2006 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2006-1-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2006-1-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2006), « Italie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2006 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2006-1-9-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2006-1-9-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).